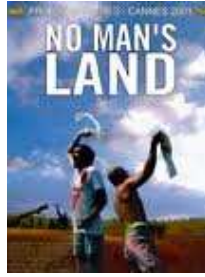


No man's land de Danis TANOVIC



TANOVIC, Danis. *No man's land*, 1 DVD, 98 min. Belgique, France : Columbia Tristar Home, 2000. Disponible à la Médiathèque locale de Verviers, sous la cote VN4723

Le jour se lève sur le front, quelque part entre les lignes serbe et bosniaque. Des soldats sont perdus, égarés par leur guide. Des tirs se font entendre. Du côté serbe, l'officier responsable envoie deux hommes vérifier la situation sur la ligne de front. Ils tombent sur un groupe de soldats bosniaques laissés pour morts et en installe un sur une mine qu'il déclenchera si ses compagnons le soulèvent pour l'ensevelir. Les deux Serbes tombent bientôt sur un Bosniaque, blessé, mais décidé à vendre chèrement sa peau. Par ailleurs, le soldat bosniaque étendu sur la mine reprend ses esprits et apprend sa position inconfortable : il ne peut plus bouger, sous peine de les faire tous sauter. Coincés dans cette ligne de front, mais désireux de communiquer leur position à leurs troupes respectives, les soldats, vont vivre une espèce de huis-clos, auquel seront bientôt mêlés les troupes de l'ONU et la presse...

La majeure partie du film met ainsi l'accent sur le côté absurde d'une situation conflictuelle présente entre deux communautés, lorsque la survie est en jeu. Le réalisateur offre aux spectateurs, le grand avantage de le toucher du doigt, d'en prendre conscience d'une manière aiguë, tant la situation est épurée de ses contingences, alors qu'elle reste toutefois parfaitement plausible. Il attire également notre attention, dans la dernière partie du film, sur le comportement peu adéquat d'une partie des forces onusiennes, tout comme sur celui, très contestable, d'une certaine frange de la presse. Le réalisateur aurait pu ainsi donner dans un contraste simpliste. Il n'en est rien. Son analyse extrêmement fine fait éclater au grand jour l'incapacité pour les forces onusiennes de coordonner leur intervention, en raison d'une hiérarchisation administrative ancrée, là aussi, sur des clivages « communautaires » : les soldats français et le démineur allemand en mission sur le terrain évaluent les risques qu'ils traitent de manière cohérente, tandis que le commandement anglophone ne veut rien entendre et s'en tient à des positions de principe. Par ailleurs, le film illustre aussi les réactions d'une équipe de presse qui a intercepté le message destiné aux militaires, qui cherche à s'informer d'une manière adroite pour déraiper ensuite, en raison des pressions subies par le bureau, situé loin du champ des opérations. De quoi interpeller directement le spectateur lorsqu'il est à l'affût de la moindre information croustillante. Celui-ci n'encourage-t-il pas alors des réactions de ce type de la part d'une presse peu attentive aux enjeux humains ? L'intention du film est, de surcroît, servie par une très belle qualité d'image, poétique même par moment, en dépit de la nature du sujet qui n'y prête pas a priori.

Sur le thème de :

« Élaborer une paix communautaire »...

Voici six ouvrages commentés pour alimenter votre réflexion :

quatre documentaires pour situer le contexte du film, listés dans l'ordre chronologique de la parution, et deux fictions pour illustrer le thème retenu, signalées par ordre alphabétique.

N'hésitez pas à vous informer dans votre bibliothèque locale.

Bonne lecture à vous !



LIBENS, Christian et DELHEIXE, Jean-Paul. *Testez votre culture belge : amusez-vous avec plus de 1.000 questions.* Bruxelles : Jourdan, 2007. (Joue c'est du Belge), 173 p.

L'ouvrage est constitué uniquement d'un bon millier de questions reproduites sur les pages de gauche et, en regard, les réponses, sur la page de droite, avec le nom du domaine qui a donné matière à l'interrogation. Les deux auteurs sont allés les puiser un peu partout dans les éléments de connaissance, relatifs à notre pays, qu'ils ont subdivisés en six grands thèmes. Les auteurs nous proposent ce qu'ils appellent un jeu « tout terrain » pour (re-)découvrir certains aspects connus ou moins connus de la Belgique. Tout terrain, parce que le livre seul suffit mais plusieurs formules peuvent être envisagées pour en profiter seul ou à plusieurs. L'idée est très intéressante dans la mesure où l'on peut apprendre de manière ludique, sans devoir déployer de grands moyens. L'ouvrage permet de jouer à peu près n'importe où et dans des conditions peut-être moins habituelles. Par ailleurs, pour peu que le lecteur soit un tantinet curieux, il peut servir de base à une recherche documentaire plus large, sur un sujet, une ville, une région et donner de ce fait l'idée d'une excursion. Une manière donc de partir à la rencontre d'autres Belges, qui à de quoi plaire à un très large public, jeune et moins jeune.



DASSETTO, Felice. *Le cinquième royaume : quelles assises culturelles et sociales pour une Belgique (con)fédérale ?* Charleroi : Couleur livres, 2008, 101 p.

Professeur émérite à l'UCL où il a enseigné la sociologie, F. Dassetto analyse ici les bases sociales et culturelles de la démocratie belge. Il insiste sur la nécessité de reconstruire les raisons et les conditions du « vivre ensemble » pour pouvoir éviter l'éclatement qui se profile. En effet, estime-t-il, les bonnes volontés ne suffisent plus. Un ensemble politique ne peut exister seulement à travers l'addition de chacune de ses parties. L'expérience montre que la nouvelle vague de réformes intervenues depuis une quarantaine d'années ont abouti non pas à un fédéralisme d'union, comme ses promoteurs l'espéraient, mais bien à un « fédéralisme d'indivision » qui caractérise ce royaume, revu et corrigé une quatrième fois. L'expression vaut son pesant d'or puisque ses termes renvoient clairement à la nécessité d'un travail de fond à réaliser sur les structures de l'État, pour changer la donne, si tous ses citoyens veulent continuer à vivre ensemble. La nouvelle réforme qui s'annonce a du mal à se mettre sur les rails, c'est le moins que l'on puisse dire. Et l'auteur estime que les divergences entre Flamands et francophones ne sont pas seules en cause. Il est d'avis qu'au-delà de celles-ci, le véritable enjeu est constitué par la qualité des bases sociales et culturelles de la démocratie belge : les bonnes intentions ne suffiront plus. Dans ce petit volume, l'auteur nous propose une réflexion intéressante, fondée sur ses outils de sociologue, qui requiert toutefois une lecture attentive en raison de la hauteur qu'elle prend, d'autant plus que la présentation de l'ouvrage n'est sans doute pas la plus pédagogique qui soit.



VANDEN BURRE, Gilles. *Oui ! Une autre Belgique est possible.* Bruxelles : L. Pire, 2010. (Espace vital), 141 p.

L'auteur, président du Comité de direction de l'ASBL BPlus, qui compte notamment un certain nombre de personnalités flamandes et francophones et qui œuvre pour le vivre ensemble à la belge, nous propose ici une vue fédérale aménagée de notre pays, qui dépasse les clivages culturels et linguistiques. Dans l'avant-propos, il rappelle ce qu'est l'asbl BPlus, aux destinées de laquelle il préside et la manière dont elle œuvre pour promouvoir une véritable « troisième voie » entre la « Belgique de papa » et le confédéralisme qui n'est, pour l'auteur, qu'un séparatisme déguisé. Dès l'introduction qui suit, il expose son objectif majeur, qui est aussi le souci de l'asbl BPlus, de pousser les citoyens à se repositionner au cœur de l'échiquier communautaire et de promouvoir l'éclosion d'une nouvelle mentalité accompagnée d'une modernisation du système fédéral. Il poursuit, de manière assez logique, par une première partie au cours de laquelle il fait le point sur la manière dont « on en est arrivé là ». Il souligne que le débat échappe de plus en plus à la société civile et donc au citoyen lambda, parce qu'il reste confiné dans les cercles politiques, médiatiques et académiques (p. 33), ainsi que le démontrent clairement, pour la presse, Marc Lits et Dave Sinardet, à qui l'auteur a laissé la plume (p. 46-56). Il conclut cette première partie en insistant sur la nécessité de « réformer et de moderniser le pays sans tabous pour qu'une autre Belgique soit possible ». Dans la seconde partie, il s'intéresse à dégager des pistes pour concrétiser la conclusion du chapitre précédent et améliorer notre « vivre ensemble » au quotidien. Au fil des pages, il évoque les possibilités de changement pour régler les questions linguistiques, aménager le fonctionnement du système politique et donner un nouvel essor à Bruxelles. Pour lui, « les arguments réalistes ne manquent pas pour justifier le maintien de l'existence de l'État belge. Que ce soit au niveau économique, social, culturel ou même international, Wallons, Flamands et Bruxellois sont plus forts ensemble et une séparation appauvrirait tout le monde » (p. 79). Mais il convient alors de parier pour le réalisme contre l'émotion, souvent mauvaise conseillère en la matière.

Gilles Vanden Burre est adepte d'un fédéralisme adapté à la réalité belge d'aujourd'hui. A ce titre, il propose une série de mesures précises, dont notamment la reconnaissance du statut autonome de la région bruxelloise, la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde (en échange de la création d'une circonscription électorale nationale et de la suppression des circulaires Peeters et Martens), le refus définitif de toucher à la frontière linguistique et donc d'élargir la Région bruxelloise, une hiérarchie des normes entre le niveau fédéral et les entités fédérées, la mise sur pied d'une communauté urbaine englobant Bruxelles et sa périphérie, la nomination des trois bourgmestres francophones, moyennant obligation de respecter les lois linguistiques de la Région flamande, notamment (p. 104 et 107). L'auteur se défend de rentrer dans les implications juridiques de tels changements (p. 111). Fort bien. Mais il n'en demeure pas moins que certaines de ces propositions paraissent antinomiques. En quoi l'auteur propose-t-il une solution à ces habitants qui sont allés s'installer dans les communes plus éloignées, nanties de facilités, et qui ne pensaient pas devoir un jour envisager d'y renoncer ? On efface tout et on recommence ? Cela paraît tout de même un peu court. Dans une interview du 21 mars, publiée dans la Libre Belgique, Vincent de Coorebyter, le directeur du Crisp, signalait que cette revendication était tout à fait inacceptable, alors qui se présente comme un chercheur modéré dans ses propos. Pourquoi dès lors ne pas opter plutôt pour un bilinguisme obligatoire, au minimum, sur toute cette zone en la figeant aux frontières des communes à facilités actuelles pour éviter la « tache d'huile » qui fait si peur aux Flamands, puisque l'on constate que dans les communes de ce type, Enghien/Edingen, par ex., où le bilinguisme est objectivement en vigueur, le résultat est concluant ? Ce qui est également le cas dans la Région de Bruxelles, l'auteur le reconnaît (p. 117).

Dans la partie de son raisonnement relatif à Bruxelles, l'auteur évoque la question de l'enseignement des langues étrangères, où il souhaiterait voir (p. 119), des outils adaptés à l'éclosion d'une jeune génération de trilingues (français, néerlandais, anglais) ? Parlons-en en effet, mais étendons la réflexion à tout le pays. Les francophones ont beaucoup de mal à apprendre une langue étrangère et à l'articuler

correctement, au point que certains se sentent mal à l'aise dans quelque langue que ce soit. Et ils ne sont pas nécessairement « bornés » comme le dit un peu rapidement l'auteur (p. 99) : c'est là un collage d'étiquette parfaitement inutile, puisque certains « bornés » respectent plus vite l'autre communauté que certains bilingues. Que fait le pouvoir politique, Communauté française en tête, pour améliorer la situation ? Trop peu de choses, c'est évident. Laisser l'enseignement des langues étrangères aux mains de germanistes francophones, méritants sans doute, mais formés à la langue par l'étude des textes, n'est certainement pas une bonne idée, si l'on analyse les résultats obtenus. Bon nombre d'entre eux partent de dialogues figés, d'exercices de grammaire ou de listes de vocabulaire, comme s'ils enseignaient une langue « morte ». De là à rendre l'enseignement de l'anglais obligatoire dans notre pays, fût-ce à Bruxelles, alors que l'allemand est notre troisième langue nationale et l'Allemagne, notre principal partenaire commercial, c'est sans doute aller un peu vite en besogne. Pourquoi ne pas penser un échange de professeurs, qui ne le seraient pas uniquement en langues, entre nos trois communautés, qui seraient formés à enseigner leur langue maternelle à des « anderstaligen » ?

Ceci dit, ne nous y trompons pas : la connaissance de la langue de l'autre ne garantit nullement le respect automatique de cet autre dans le chef du locuteur bilingue, nous l'avons dit. Ce serait trop simple. Il suffit, pour prendre un exemple « neutre » en dehors de notre territoire, de voir le comportement des Basques espagnols qui parlent presque tous le castillan. Il convient de soutenir l'attitude d'ouverture que représente le bilinguisme par des initiatives concrètes. Et, dans ce domaine, la culture et le sport, par ex., peuvent précisément prendre le relais de dispositions politiques trop timides. Âgé de 32 ans, l'auteur parie essentiellement sur les forces de sa génération — les moins de 40 ans — « qui paraît montrer davantage d'intérêt pour ce qui se passe de l'autre côté du pays » et renvoie celle des 40 à 60 ans sur le banc des incapables (p. 33 ; 130), parce qu'ils ne sont « pas en mesure d'appliquer les changements importants », même si l'auteur admet que Bart de Wever et quelques nationalistes flamands ne peuvent être pris en compte. Voici une généralisation hâtive qui oublie de parier sur l'ouverture d'esprit et la capacité de rebondir : c'est dommage !

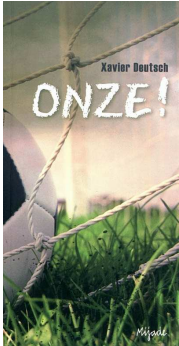
Même s'il pêche donc parfois par approximation, l'ouvrage a toutefois le mérite d'exposer clairement au grand public les incidences des problèmes institutionnels belges et de pousser le citoyen à faire évoluer la situation par de petits gestes concrets à son échelle : s'intéresser à la langue de l'autre communauté, démonter ensemble les clichés, s'intéresser à ce qui se passe au-delà de la frontière linguistique, etc. C'est la somme de toutes ces actions, dit l'auteur, qui aboutira à créer un élan populaire de nature à forcer les politiques à œuvrer à la mise en place de cette « autre Belgique » (p. 137). Un très bel objectif, en effet, pour tout Belge convaincu, qui ne devrait pas en rester au stade du vœu pieu...



DE KEERE, Kobe et al. *Un pays, deux langues : la Belgique au quotidien.* Leuven : Lannoo, 2011, 100 p.

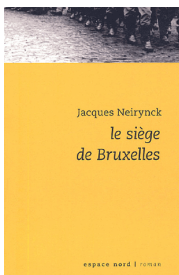
Cet ouvrage organisé en dix courtes parties, est l'œuvre de deux sociologues néerlandophones de la VUB et d'un sociologue francophone de l'UCL, qui ont voulu analyser différemment le fossé qui se creuse entre les deux plus grandes communautés linguistiques. Jusqu'à présent, en effet, les études ne se sont jamais intéressées, semble-t-il, à la manière dont l'individu, qu'il soit Bruxellois, Flamand ou Wallon, ou Belge tout simplement, perçoit le clivage. Ils sont donc allés à la recherche de témoignages personnels pour tenter d'instaurer un dialogue interculturel en partant du vécu quotidien. L'ouvrage est évidemment fort technique puisqu'il expose la méthodologie d'une enquête et les résultats recueillis par les chercheurs qui le signent. Mais sa lecture n'en demeure pas moins tout à fait accessible et surtout instructive. Les auteurs font d'entrée de jeu remarquer que, si pour les politologues, la division des différents partis en deux, avec les représentants du Nord, d'une part et ceux du Sud, d'autre part, il s'agissait là de la scission programmée d'un seul peuple, qu'il en est à peu de choses près de même pour les économistes, en raison de la dépendance croissante du sud du pays à l'égard du nord, mais que, par contre, pour les historiens ou les sociologues, le peuple belge n'a jamais été un peuple uni et n'a jamais possédé une identité collective claire et solide. Voilà une distinction d'importance, puisque l'idée la plus répandue dans le grand public fait davantage écho au premier point de vue qu'au second. Sans doute la presse n'occupe-t-elle pas là un rôle innocent, dans la mesure où, à travers articles ou émissions, elle tend à renforcer ce point de vue, en insistant sur les divisions entre les deux communautés plutôt que sur leurs différences. Et la distinction entre les deux mots est d'importance, évidemment, si l'on emboîte le pas à ces trois chercheurs qui changent radicalement le point de vue qu'un citoyen belge peut avoir sur son pays. A fortiori si celui-ci considère qu'il n'y a pas en Belgique deux communautés linguistiques seulement, mais bien trois. Même si les auteurs l'ignorent volontairement pour des raisons méthodologiques (p. 13 et note 4), il serait un peu dommage de l'oublier, même si les germanophones sont très peu nombreux au regard des deux autres groupes linguistiques et si les plus modérés d'entre eux ont tendance à se positionner très facilement du côté de l'un de ces deux autres et du francophone, le plus souvent. Ils établissent aussi que la crise des identités n'est pas propre à la Belgique et qu'une pression centripète s'exerce sur de nombreuses nations, tiraillées entre repli sur les réalités locales et aspiration globale, en raison de l'ouverture des frontières et du processus de mondialisation où l'on voit une tendance des régions à se substituer petit à petit aux nations. Ils constatent également que, contrairement à une idée largement répandue, les malentendus culturels les plus flagrants se situent non pas dans les grandes divergences de société, mais bien plutôt du côté des relations quotidiennes, à une échelle micro. Et ils le montrent à travers une série d'« histoires » récoltées lors de leurs enquêtes auprès du public. Si donc on les comprend bien, les malentendus seraient donc moins imputables aux politiques qu'aux citoyens. Les auteurs se disent même convaincus que la compréhension de l'autre et l'échange entre deux communautés s'inscrivent d'abord dans les rencontres quotidiennes avec l'autre avant de provenir de grands débats. Voilà un constat capital pour celui qui apprécie le dialogue interculturel, parce qu'il se voit ainsi confirmer la possibilité d'un rôle actif à son degré pour œuvrer à la résolution du différend. Encore faudrait-il que les citoyens réalisent l'intérêt capital de

nourrir un bilinguisme de qualité dès le plus jeune âge à l'école, ce qui est loin d'avoir été le cas jusqu'à présent, en dépit de la récente vogue pour les cours en immersion, voire même — pourquoi pas ? — un trilinguisme. Et rien ne devrait empêcher le pouvoir politique de soutenir les résolutions des différends. C'est la seule manière de favoriser une citoyenneté européenne démocratique. Ne nous appartient-il donc pas d'en prendre conscience et d'agir en fonction, quitte à exercer une pression sur nos représentants politiques pour les obliger à modifier leur regard sur la société dans laquelle nous vivons ?



DEUTSCH, Xavier. *Onze !* : roman. Namur : Mijade, 2011. (Romans), 141 p.

Par le hasard des circonstances, le petit club de foot flamand de Winterveld, l'Eendracht, se retrouve opposé en demi-finale de la coupe d'Europe, sur son propre terrain, à l'AC Milan qui pense légitimement n'en faire qu'une seule bouchée. L'entraîneur Rouillon, un Français des Vosges, explique à Thévenin, son adjoint, sa stratégie : il alignera onze hommes, sans prévoir aucun remplaçant, de manière à chauffer ses joueurs à blanc. Thévenin n'en croit pas ses oreilles, tant c'est risqué. Mais Rouillon lui fait comprendre que c'est lui le patron. La question n'est finalement pas tant de savoir si l'Eendracht va gagner ou non. Le lecteur peut s'en douter dès le début dans la mesure où l'auteur va, selon toute vraisemblance, donner la priorité à la situation de rupture, inhabituelle, plus « porteuse » sur le plan de l'intrigue. La victoire de David contre Goliath satisfait, bien sûr, à ce critère. Dès lors l'auteur s'attache à mettre en place les éléments qui vont permettre d'expliquer la victoire en partant du contexte dans lequel se joue le match, tant du point de vue stratégique que du point de vue psychologique. C'est pourquoi le roman est axé sur une période temporelle très courte : une journée et demie. L'auteur détaille les préparatifs du côté de l'Eendracht avec une précision qu'un entomologiste n'aurait guère à envier (p. 64, par ex.) Mais de ce fait, le roman vaut essentiellement pour ces descriptions et les jeunes lecteurs — l'ouvrage peut être proposé dès 13 ans — attirés par des intrigues très rythmées pourraient être déçus. Or, l'auteur renoue ici avec une tradition plus classique qui l'amène à mettre en évidence des éléments qui ne manquent pourtant pas d'intérêt. A commencer par ce portrait du Flamand atypique (p. 35-36) et tous ces petits traits relatifs à la région, disséminés dans le récit, qui aideront le lecteur francophone à mieux comprendre cet attachement viscéral de son compatriote au sol. Le vocabulaire, quant à lui, est très riche et sert à merveille certaines descriptions où le paysage semble offrir un contrepoint idéal au calme, à la sérénité que l'entraîneur Rouillon veut voir régner dans son équipe (p. 66 ; 83). C'est également pour l'enseignant l'occasion de sensibiliser des jeunes à une forme d'écriture plus classique que ce qu'ils connaissent en général, pour leur faciliter l'accès à des œuvres qui appartiennent au patrimoine littéraire. Mais l'auteur utilise également les mots comme autant de petites touches pour définir un climat, mais aussi pour mettre l'accent sur le remarquable travail de l'entraîneur. Il n'en demeure pas moins que le match de deux fois quarante-cinq minutes occupe 47 pages (p. 89-136) dans ce court roman, soit environ un quart du texte. Long, trop long, sans doute pour relater une action tissée par des échanges de ballon rapides et pour un public de lecteurs impatient de s'en voir confirmer l'issue, même si elle a été pressentie. C'est là une caractéristique dont l'animateur se doit de tenir compte, s'il veut conseiller ce petit ouvrage attachant avec succès !



NEIRYNCK, Jacques. *Le siège de Bruxelles* : roman. Paris : Desclée de Brouwer, 1996. 373 p.

L'architecte Charles Vandewalle, le personnage principal du roman, plus artiste bohème que réellement architecte, nous relate en direct le début de l'éclatement de la Belgique, comme un journaliste qui serait pris, malgré lui, dans une sinistre comédie, où l'on voit des milices flamingantes, armées discrètement par la France, désireuse d'abattre Bruxelles — pour protéger Strasbourg ? — et de récupérer la Wallonie, marcher sur la capitale. Les interlocuteurs de Vandewalle ne manquent pas de piquant. Depuis Nicole, l'épouse dont il est séparé, en passant par son cousin, Erwin Boze, le « leider » charismatique flamingant et fasciste, qui ne peut manquer de nous faire penser Bart de Wever — très curieusement d'ailleurs, puisque l'ouvrage est paru en 1996, à un moment où l'on n'évoquait guère ce personnage politique à un degré national, en tout cas — son épouse Zulma, matrone pleine de bon sens, mais relativement mal dégrossie, leurs sept enfants ou encore Tissier, le politicien dépourvu d'éthique, uniquement guidé par l'intérêt du moment. Alors qu'il tire le diable par la queue et semble être arrivé au bout du rouleau, l'architecte se ressaisira-t-il et arrivera-t-il à utiliser le peu d'influence qu'il lui reste pour empêcher la disparition de Bruxelles, isolée en territoire flamand ?... L'auteur, d'origine belge mais qui vit en Suisse, est fort bien documenté. Les raisons qu'il invoque pour expliquer le siège de Bruxelles sont multiples : la crise économique (p. 52-53), certes, mais aussi les conflits linguistiques — l'échange entre Charles et Erwin en illustre très clairement les données (p. 330-331) — et les dérives xénophobes — l'ouest de la capitale est devenu, dans le récit, une espèce de ghetto musulman. Mais, ne nous y trompons pas. Au-delà des enjeux spécifiquement nationaux, c'est l'avenir d'une Europe à ses débuts que l'auteur nous décrit en filigrane. La situation délicate de sa capitale malmenée risque bien de l'amener à trébucher si ses citoyens n'y prennent garde. Le mérite de l'auteur, désireux de faire passer cette idée, réside dès lors à utiliser la fiction pour nous aider à percevoir, par une voie différente de celle du raisonnement, que les enjeux de l'Europe ne se résument pas aux seules perspectives économiques et financières, mais qu'il s'agit d'un espace où s'affrontent caractères latins et germaniques — il n'était pas encore question des slaves à l'époque, catholicisme et protestantisme, conception d'une existence légère ou plus grave. Qu'à tout moment, ce cocktail fondé sur des contraires peut exploser si chacun campe sur ses positions, au lieu de chercher à dépasser l'opposition pour s'ancrer dans un humanisme plus large que toutes ces dimensions singulières. Le roman reste d'une actualité on-ne-peut-plus brûlante. Cette politique-fiction,

servie par un rythme certain, pourrait bien interpeller le lecteur si, par moment, l'auteur ne grossissait pas le trait au point de transformer certaines scènes en véritables farces. L'excès en tout est hélas nuisible et il finirait bien par en décourager certains. Dommage également que l'auteur se laisse tenter par l'évocation d'une dimension religieuse qui ressemble finalement trop à une vaste fumisterie pour rester admissible. Que Vandewalle, qui s'avoue lui-même homme médiocre (p. 48, 112), soit saisi par la Grâce lors d'un office célébré à la sauvette, cela peut encore se concevoir : c'est une idée, dit-il ; qui le maintient en vie (p. 41). Et il s'est déjà vu d'autres transformations suscitées par le divin. Mais que l'auteur imagine ensuite de faire appel à un ermite réfugié dans la forêt de Soignes (p. 345) pour amener Erwin Boze à modifier son comportement, et là, il dépasse les limites de la crédibilité. Sans doute s'est-il laissé emporter par son élan généreux et son goût pour un certain foisonnement. Ce manque de retenue le pousse, hélas, à aborder trop de thèmes pour pouvoir les traiter en profondeur. Aurait-il oublié l'adage « Qui trop embrasse, mal étireint ? ».

Anne-Louise BOUTE
Chef de bureau-Bibliothécaire